

Auto-évaluation environnementale sur le projet de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mougins

Dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas mise en œuvre par la personne publique responsable telle que définie aux articles R 104-33 à R 104-37 du code de l'urbanisme, le présent rapport porte sur l'auto-évaluation du projet de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mougins permettant de conclure à l'absence d'effets notables du projet sur l'environnement.

Il est à noter que le PLU initial, arrêté en 2006 et réapprouvé, en 2010, après annulation juridictionnelle intervenue en 2009 pour vice de forme lié aux rapport et conclusions du commissaire enquêteur, n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale, celle-ci n'étant pas requise à l'époque. De même, elle ne s'imposait pas non plus dans le cadre des procédures d'évolution ultérieures. Néanmoins, à l'occasion de la déclaration de projet n°1 valant mise en compatibilité du PLU approuvée en 2018, une évaluation environnementale a été réalisée sur le secteur concerné (Domaine du Pigeonnier).

I – Localisation des modifications apportées au PLU

Les évolutions du PLU proposées dans le cadre de la modification n° 5 sont recensées et localisées de la manière suivante :

- La mise en place d'un lexique, les modalités d'application de certaines règles de constructibilité (emprise, hauteur, implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et aux limites séparatives), les précisions apportées aux articles 5, 7, 8 et 9 des dispositions générales et la création d'un titre 6 relatif aux clôtures au sein du règlement du PLU s'appliquent à l'ensemble du territoire communal. Il en est de même pour le nuancier constitutif d'une nouvelle annexe au règlement ;
- L'extension des espaces boisés classés porte sur **4 ha** et concerne **6** périmètres situés : avenue Maurice Donat, Manoir de l'Etang, Chapelle Notre Dame de Vie, chemin des Cabrières, chemin de la Jaïne et chemin de Camp Lauvas ;
- L'extension de la zone naturelle N d'un peu plus de **4 ha** est localisée, d'une part, chemin Pablo Picasso et, d'autre part, avenue Maurice Donat, et l'extension de la zone agricole A d'environ **1,5 ha** est située avenue de la Plaine ;
- L'intégration dans l'annexe 4-1 du règlement de **3 éléments végétaux** supplémentaires situés allée du Manoir (Pin parasol) et chemin du Miracle (frêne et chêne pubescent) ainsi que de **4 éléments patrimoniaux** chemin du Santon (mas agricole et puit en pierres), avenue de la Borde (château de Lérins) et avenue Maréchal Juin (La Gatounière) étoffe la liste des éléments remarquables à protéger, préserver et mettre en valeur ;
- La création de périmètres de protection des oliveraies (11), restanques (8) et paysages (3) est répartie dans divers secteurs du territoire : chemin de Pigranel, chemin des Boyères, vallon d'Aussel, chemin de Camp Lauvas, chemin du Miracle, chemin du Santon, chemin de la Jaïne, avenue de Pibonson, boulevard Courteline, l'étang de Font Merle, chemin de Font Fouquier, Saint Barthélémy et le Colombier. L'ensemble de ces espaces protégés représente une superficie de **661 728 m²**.
- Deux périmètres d'études sont créés, l'un dans le secteur du Val, à l'ouest de l'avenue de Tournamy, entre l'avenue de Pibonson et la résidence des Juyettes, l'autre le long de l'avenue Saint Martin entre, d'un côté l'avenue de la Plaine et la limite de la zone UCa, et de l'autre côté, la limite de commune et la frange sud du vallon d'Aussel ;

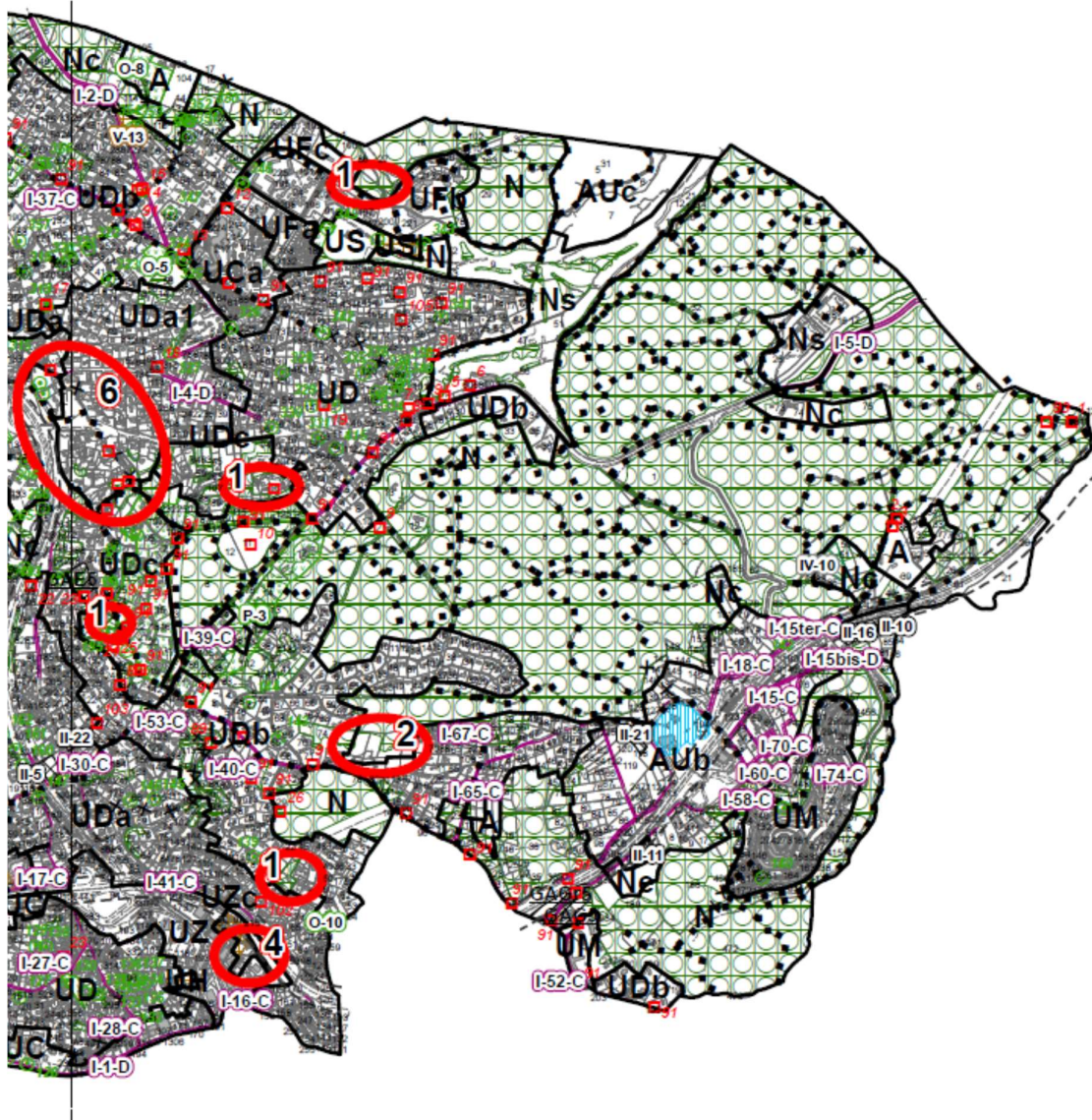
- Un sous-secteurs UZc est créé, au nord de la Commune, avenue de la Plaine à proximité de l'école Saint Martin, et le sous-secteur UZc situé chemin du Roure vert, au sud de la Commune est étendu ;
- Les OAP du secteur Tournamy-Cœur de vie sont modifiées à la marge. La destination de l'ilot 5 situé avenue de l'Hubac est adaptée et la hauteur ainsi que la surface de plancher maximales autorisées dans l'ilot 6 situé au nord-ouest du périmètre des OAP sont réduites ;
- La pièce 3 « Orientations spécifiques d'aménagement » du secteur du Vicaire est modifiée.
- Le périmètre de la zone UC est agrandi à l'Ouest de l'avenue Maréchal Juin en face de la salle de spectacle Scène 55 ;
- Un nouveau sous-secteur UCc est créé, chemin de l'Hubac ;
- Le périmètre du secteur UDa1 est étendu entre l'avenue Notre Dame de Vie, l'avenue Saint Basile et le chemin de la Chapelle;
- Les secteurs UDa, au Nord de l'avenue Saint Martin, UDb à l'Ouest du chemin de Jylloue, et à l'Ouest du chemin de Font neuve sont étendus sur trois terrains ;
- Des emplacements réservés voirie, pour équipements de superstructures, pour espaces verts et pour la réalisation de logements aidés pour actifs sont supprimés, modifiés et créés en diverses parties du territoire. Le plus important d'une superficie de 75 000 m² porte sur la création d'une régie agricole et est localisé dans le quartier du Vicaire (ER n° IV-5) ;
- Les règles de stationnement évoluent dans l'ensemble des zones urbaines afin de prendre en compte le développement de nouveaux moyens de transports individuels mais aussi les contraintes liées au transport logistique et aux livraisons ;
- Des évolutions réglementaires sont également apportées sur l'aspect architectural des constructions avec une prise en compte accrue de la cinquième façade, une meilleure intégration des panneaux photovoltaïques, la dissimulation des équipements techniques et l'adaptation de la volumétrie des bâtiments liée à la création d'un attique en dernier niveau (zones UB, UC et secteur UZc) ou d'un principe d'épannelage pour permettre une transition douce entre les secteurs d'urbanisation dense et les secteurs résidentiels (zones UC et UZ) ;
- Le coefficient d'emprise au sol évolue dans les secteurs d'habitat pavillonnaire, mais les règles de hauteur, de prospects par rapport aux emprises publiques et limites séparatives et de coefficient d'espaces verts en pleine terre sont maintenues. La distance entre bâtiments implantés sur une même unité foncière est, en revanche, augmentée. Les secteurs UD, UDa et UDa1 passent ainsi d'un CES à 15 % à un CES à 20 %.

Tableau de localisation des principales évolutions proposées dans le cadre de la modification n° 5 du PLU

	Localisation
1	<i>Extension des EBC</i> : avenue Maurice Donat, Manoir de l'Etang, Chapelle Notre Dame de Vie, chemin des Cabrières, chemin de la Jaïne et chemin de Camp Lauvas
2	<i>Extension des zones N et A</i> : chemin Pablo Picasso, avenue Maurice Donat et avenue de la Plaine
3	<i>Création de deux périmètres d'études</i> : Le Val et avenue Saint Martin
4	<i>Extension de la zone UC</i> : avenue Maréchal Juin
5	<i>Création d'un sous-secteurs UZc et extension d'un secteur UZc existant</i> : avenue de la Plaine et chemin de Roure Vert
6	<i>Extension du sous-secteur UDa1</i> : avenue Notre Dame de Vie, avenue Saint Basile et chemin de la Chapelle
7	<i>Redélimitation des secteurs UDa et UDb</i> : avenue Saint Martin, chemin de Jylloue et chemin de Font neuve

8	Création d'un nouveau sous-secteur UCc : chemin de l'Hubac
9	Création de l'ER n° IV-5 et modification des orientations spécifiques d'aménagement: Le Vicaire

Cartographie partie Est



II – Analyse des incidences sur l’environnement du projet de modification n° 5

Le projet de modification n° 5 n’a qu’un impact négligeable sur l’environnement.

Les évolutions suivantes proposées dans le cadre de la modification n° 5 du P.L.U. **n’ont pas de conséquences**, voire réduisent la constructibilité :

- L’obligation de construire un dernier niveau en attique, à partir du R+2 dans les zones UB, UC et le secteur UZc et de réaliser des constructions en épannelage dans les zones UC et UZ sur les terrains situés en limite de zones résidentielles ;
- La réduction de 1 000 m² de surface de plancher maximale dans l’ilot 6 des OAP de Tournamy-Cœur de vie ;
- La modification des orientations spécifiques d’aménagement du Vicaire ;
- La création d’un sous-secteur UCc qui réduit la hauteur maximale à R+1 et augmente le coefficient d’espaces verts en pleine terre à 35 % ;
- L’identification d’éléments remarquables végétaux et patrimoniaux supplémentaires et la définition de protections associées ;
- L’identification de périmètres protégés au titre des oliveraies, restanques et paysages induisant, notamment, le maintien en espaces verts en pleine terre d’au moins 80 % de la superficie de l’unité foncière et la conservation du coefficient d’emprise au sol actuel ;
- La création d’une nouvelle zone agricole et l’extension de deux zones naturelles participant au processus de renaturation et de compensation au titre du « ZAN » ;
- La mise en place d’emplacements réservés pour des espaces et parcs paysagers (ER n° IV-4, IV-6 et IV-8), le développement d’une régie agricole (ER n° IV-5 et IV-10) ou des espaces verts et aménagements en faveur du développement durable (ER n° IV-7) ;
- La création de deux périmètres d’études interdisant pendant une durée maximale de 5 ans les constructions ou extensions de plus de 20 m² ;
- L’augmentation de la superficie des espaces boisés classés.

Les variations de constructibilité proposées dans la modification n° 5 du PLU sont le résultat d’un ajustement de la superficie et d’une adaptation des règles d’emprise au sol et de hauteur. Elles n’affectent que certains secteurs urbains sur moins de la moitié du territoire communal pour lesquels le coefficient d’espaces verts en pleine terre reste inchangé, voire est amélioré de 5 points en sous-secteur UCc et de 10 à 30 points dans les espaces à protéger au titre des oliveraies, restanques et paysages. Ainsi, la surface d’espaces verts paysagers et végétalisés dans ces secteurs connaît **une augmentation de plus de 7 ha** entre le PLU actuellement en vigueur et le PLU modifié.

Simulation de l’évolution de la constructibilité théorique, hors majoration mixité sociale, dans les zones faisant l’objet d’une modification de règles

PLU 2010 à la date d'approbation

<i>Zonage</i>	<i>Superficie en m²</i>	<i>CES</i>	<i>Hauteur</i>	<i>Emprise globale théorique en m²</i>	<i>SDP globale théorique en m²</i>
UC	419 700	50 %	7 m et R+1	209 850	314 775
UCa	277 200		10 m et R+2	138 600	311 850
UCc	/	/	/	/	/
UD	2 443 900	25 %	7 m et R+1	610 975	916 463
UDa/UDa1	4 855 620			1 213 905	1 820 858
UZ	769 600	50 %	12 m	384 800	865 800
UZc	/	/	/	/	/
TOTAL	8 766 020			2 558 130	4 229 746

PLU 2021 à la date de la dernière évolution

<i>Zonage</i>	<i>Superficie en m²</i>	<i>CES</i>	<i>Hauteur</i>	<i>Emprise théorique en m²</i>	<i>SDP théorique en m²</i>
UC	294 533	50 %	10 m et R+2	147 266	331 349
UCa	277 107			138 600	311 850
UCc	/	/	/	/	/
UD	2 443 107	15 %	7 m et R+1	366 466	549 699
UDa/UDa1	4 841 923			730 788	1 096 182
UZ	707 900	50 %	12 m	353 950	856 388
UZc	59 137			29 568	66 528
TOTAL	8 623 707			1 766 638	3 211 996

PLU modification n°5

<i>Zonage</i>	<i>Superficie en m²</i>	<i>CES</i>	<i>Hauteur</i>	<i>Emprise théorique</i>	<i>SDP théorique en m²</i>
UC	296 958	50 %	10 m et R+2	155 036	348 832
UCa	259 688			136 062	306 140
UCc	17 418		7 m et R+1	8 709	13 064
UD	2 436 986	20 %	7 m et R+1	484 774	727 167
UDa/UDa1	4 857 172			981 331	1 471 997
UZ	675 046	50 %	12 m	327 420	736 695
UZc	78 819			49 512	111 403
TOTAL	8 622 085			2 142 844	3 715 298

Au regard de cette simulation, les évolutions proposées, tant réglementaires que par rapport aux nouvelles limites de zones, restent en deçà de la constructibilité qui avait été dégagée lors de l'entrée en vigueur du PLU en 2010. Elles ne concernent que des zones urbaines du PLU en vigueur bénéficiant des équipements publics nécessaires à la desserte des terrains. Les zones UD, UDa et UDa1 dans lesquelles le coefficient d'emprise au sol évolue représentent 28 % du territoire communal.

Par ailleurs, l'ensemble des parcelles qui basculent en zone UC représente une superficie de 2 425 m² et sont toutes déjà occupées par des constructions. Elles représentent un potentiel de renouvellement urbain **sans consommation foncière supplémentaire**.

A – Incidences sur les réseaux

1. La voirie

Le projet de modification n° 5 prévoit la création d'emplacements réservés en vue d'édifier 234 logements en mixité sociale. Ces emplacements réservés se situent le long ou à proximité de grands axes de circulation : avenue de la plaine (ER n° V-11), chemin de l'Hubac (ER n° V-12), avenue Général de Gaulle (ER n° V-13), chemin du Roure Vert (ER n° 5-14) ou avenue de la Valmasque (ER n° VI-17). L'ensemble de ces voies est desservi par des lignes de transports publics en commun.

Par ailleurs, des emplacements réservés voirie sont institués ou modifiés afin d'améliorer la sécurité des usagers par la création de ronds-points, tourne-à-droite ou voie de liaison (ER n° I-71, I-72, I-75 et I-76), favoriser le cheminement piéton et les modes doux de déplacement (ER n° I-31, I-33, I-57, I-74 et I-77) et faciliter la continuité de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (ER n° I-11).

La modification n° 5 s'inscrit donc dans **une amélioration du tissu viaire**.

2. Les réseaux d'eau potable et d'assainissement

Les eaux usées de la Commune de Mougins se déversent vers trois stations d'épuration. 80 % des eaux usées sont ainsi traitées par la station du bassin cannois Aquaviva susceptible de gérer, à l'horizon 2040, un volume jusqu'à 350 000 EH, 10 % par la station Nobilis à Vallauris dont la capacité de traitement est de 64 000 EH et 10 % par la station des Bouillides à Valbonne avec un volume de traitement de 30 000 EH.

Le volume traité par Aquaviva estimé par le Rapport Prix Qualité du Service Assainissement 2023 correspond à 156 729 EH, le nombre d'abonnés s'élève à 69 493, dont 7 595 pour Mougins avec 1 852 514 m³ d'eaux usées traitées.

La station des Bouillides comptait, selon le rapport annuel 2022 du délégataire, 7 765 abonnés, dont 903 pour Mougins représentant un volume assujetti de 304 432 m³ sur un total de 2 129 147 m³.

La station Nobilis a admis un volume global d'eaux usées de 2 200 590 m³ en 2023, dont une partie minime provenant de Mougins (160 000 m³ en 2024). Elle traite les eaux usées provenant des quartiers de Mougins-le-Haut. Les modifications apportées au règlement n'ont pas d'incidence sur le volume susceptible d'être déversé vers cette station.

Au regard de ces éléments les évolutions prévues dans la modification n° 5 **n'impactent pas les capacités de traitement** des stations d'épuration vers lesquelles se déversent les eaux usées de Mougins.

Il est à noter que les logements prévus au titre des emplacements réservés pour mixité sociale, sont tous situés dans des zones urbaines dotées d'un assainissement collectif avec rejet vers la station Aquaviva. Au regard de la capacité de traitement excédentaire de cette station, ces 222 logements supplémentaires peuvent être largement absorbés.

En ce qui concerne la consommation d'eau potable, le SICASIL exploite huit captages répartis dans les bassins versants de la Siagne et du Loup qui totalisent une capacité de production de 242 000 m³/j. Il a été relevé que lors de la période de sécheresse de juillet 2022, la capacité de production est tombée à 190 000 m³/j.

Carte des ressources en eau et des équipements du SICASIL



La Commune de Mougins comptait, en 2024¹, 11 092 abonnés, dont 9 617 abonnés domestiques. Le volume consommé annuel a été de 2 731 725 m³, soit 7 484 m³/j.

¹ Données rapport annuel du délégataire 2024

La consommation de la Commune de Mougins représente 15 % du volume d'eau consommé sur l'ensemble du périmètre du SICASIL qui a été de 20 000 000 m³, soit 54 795 m³/j.

La production d'eau potable du jour de pointe s'est élevée à 120 042 m³, inférieure de près de la moitié de la capacité de production estimée. De même, la réserve de production disponible serait encore supérieure du tiers de la consommation relevée en période de sécheresse.

La consommation annuelle moyenne de l'ensemble des abonnés mouginois pour l'année 2024 est tombée à 246 m³. Cette moyenne est supérieure à la moyenne nationale qui varie de 50 m³ pour une personne seule à 160 m³ pour un foyer de 4 personnes en maison individuelle. Elle peut s'expliquer par la forte proportion d'habitat pavillonnaire sur le territoire de Mougins.

Sur cette base, il est donc possible d'estimer que les emplacements réservés pour mixité sociale portant sur la création de 222 logements supplémentaires porteraient le volume consommé annuel à 54 512 m³ supplémentaires, soit l'équivalent d'une journée de consommation sur la totalité du périmètre du SICASIL. La capacité de production des usines est largement suffisante pour assimiler cette infime augmentation.

De même, la modification de la règle d'emprise au sol dans les zones UD, UDa et UDa1 est susceptible de générer une centaine d'abonnés supplémentaires, ce qui ferait progresser la consommation annuelle d'eau de moins de 0,2%.

Ainsi, le projet de modification n° 5 **ne présente pas de risque** pour la ressource en eau potable au regard des capacités de production indiquées.

3. La gestion des eaux pluviales

Le PLU en vigueur a renforcé les obligations en matière de gestion des eaux pluviales à la parcelle à l'occasion de sa modification n° 4. Ainsi, lors de la construction d'un nouveau bâtiment, l'augmentation des surfaces imperméabilisées ou la division de terrain comportant une partie bâtie et minéralisée, il est imposé de créer un bassin de rétention des eaux pluviales dimensionné sur la base de 70 l, 100 l ou 120 l/m² imperméabilisé selon la zone du PLU concernée.

Ce principe de gestion intégrée des eaux pluviales est conservé.

De même, l'extension de la superficie des Espaces Boisés Classés ou des zones N, la création d'une nouvelle zone A et la délimitation de périmètres de protection au titre des oliveraies, restanques et paysages assurent la préservation de ces espaces de nature. L'infiltration des eaux sur ces surfaces végétalisées est donc sauvegardée. Ces apports proposés dans le cadre de la procédure de modification n° 5 ne peuvent qu'avoir **une incidence positive** sur la gestion des eaux pluviales.

Enfin, il est prévu la mise en place de trois emplacements réservés (ER n° II-9, II-20 et II-21) destinés à recevoir des équipements de rétention des eaux pluviales. Identifiés dans le cadre du Programme d'Action de Prévention des Inondations conduit par la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, ces bassins de grand volume permettront de mieux gérer les apports d'eaux issus du ruissellement ou de vallons.

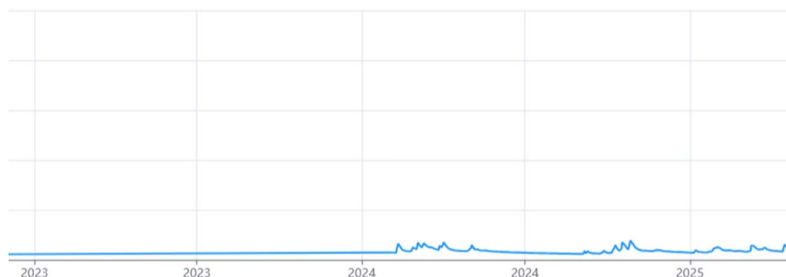
Ainsi, la modification n° 5 participe à **l'effort d'amélioration de la gestion des eaux pluviales.**

4. La ressource en eau

Le syndicat SMIAGE, qui gère les bassins de la Siagne, du Loup et de la Cagne, a mis en place un réseau de suivi des nappes et des débits dès 2022, avec notamment trois stations situées sur la Siagne. Ces données sont accessibles aux collectivités et au public afin de renforcer la connaissance des ressources hydriques.

Les histogrammes issus des relevés de ces 3 stations et mis à disposition par le SMIAGE montrent une dynamique encourageante depuis 2024 avec des remontées significatives des débits comparativement à l'épisode de sécheresse subi en 2022-2023:

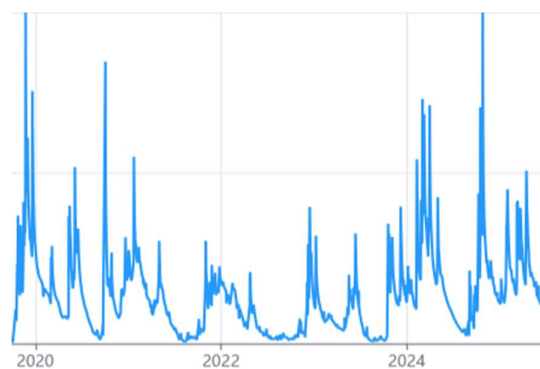
Relevé hydrométrique La Siagne à Escragnolles, un équilibre avec reprise des pics depuis 2024:



Relevé hydrométrique La Siagne à Callian et la Siagnole à Mons, une remontée significative depuis l'épisode de sécheresse en 2023:



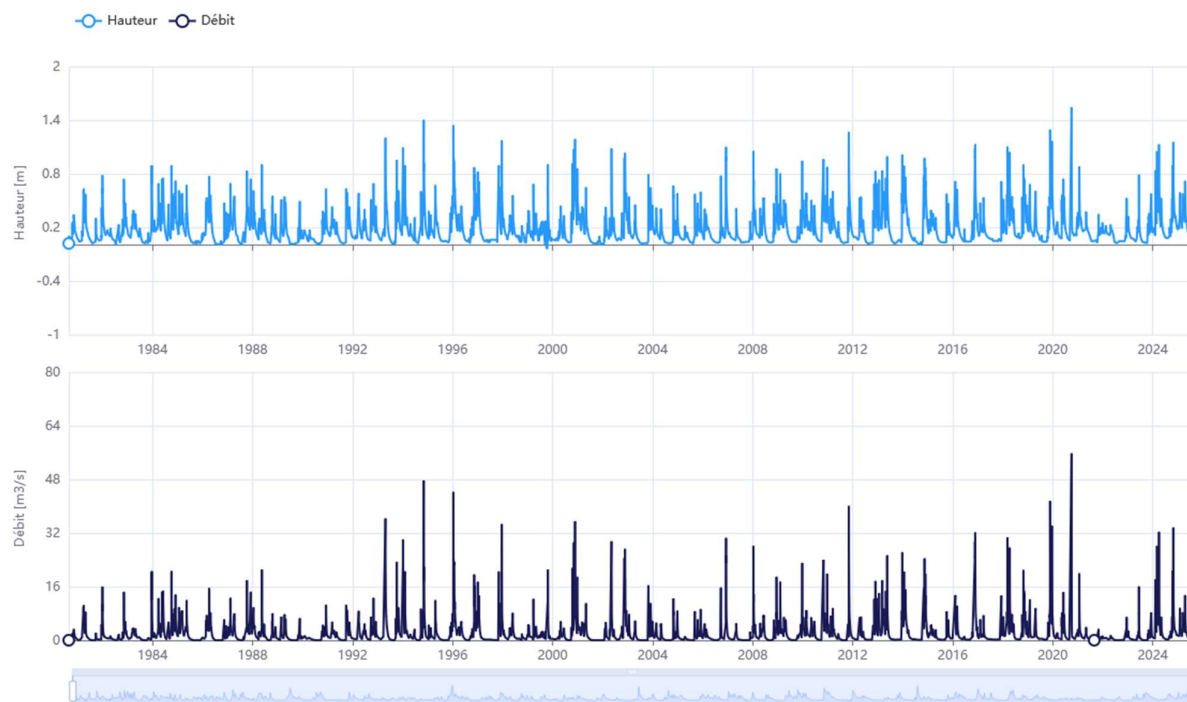
La Siagne à Mons



La Siagne à Callian

Au-delà, d'une manière générale, et à l'exception de la période 2022-2023, il apparaît que sur les 45 dernières années, la hauteur d'eau des affluents se rétablit annuellement avec une augmentation des débits entre l'automne et le printemps alimentant régulièrement la Siagne en aval, la période estivale étant logiquement marquée de manière systématique par une diminution majeure du débit.

La Siagne à Mons



La Siagne à Callian



Par ailleurs, le tout dernier bilan trimestriel en date du 2 juin 2025 produit par infoeau06, l'observatoire départemental de l'eau, précise que la première moitié de l'année 2025 a permis une recharge conséquente des nappes phréatiques notamment par le mois de mars avec des pluies 3 fois supérieures aux normales attendues sur l'ensemble du territoire. Le mois d'avril a connu lui aussi une pluviométrie excédentaire, et supérieure à 2024, particulièrement sur le moyen et le haut pays. Le bilan précise également que depuis le 1^{er} septembre - début de l'année hydrologique - le cumul des pluies dépasse largement les valeurs normales sur le moyen et le haut-pays.

A ce jour, la situation des nappes en début de période estivale est favorable. Les différents aquifères présentent selon les secteurs des niveaux moyens à modérément hauts, conséquence des pluies printanières régulières.

Dès lors, l'excédent pluviométrique s'est traduit par un maintien des débits dans les cours d'eau et sources locales, assurant un bon niveau permanent du canal de la Siagne tel que précisé dans le Bulletin de situation Hydrologique en PACA réalisé par la DREAL en mai 2024 qui précise que la nappe de la Siagne, et certains secteurs de celles de la basse vallée du Var et de la Giscle-Môle ont connu une stabilité avec certains pics.

En outre, le dernier bilan de situation des nappes réalisé par le BGRM (service géologique national) précise que la recharge 2023-2024 des nappes a été très excédentaire sur une grande partie du territoire et ajoute au sein de son dernier bilan de situation du 15 juin 2025 qu'en terme de prévisions celles-ci sont optimistes pour les nappes du sud.

Ainsi, sans nier le contexte de changement climatique, il apparaît que la ressource en eau demeure disponible, les charges hydrologiques et la pluviométrie 2023-2024 témoignent d'un bon remplissage des nappes et d'un maintien des débits, malgré les sécheresses, cet élan d'équilibre se confirme en 2025 ainsi que dans les prévisions réalisées pour la seconde moitié de l'année.

Dans un contexte globalement favorable concernant l'état des nappes phréatiques et des bassins versants de la Siagne aval et du Loup, la Commune adopte néanmoins une approche responsable et anticipatrice. En effet, le projet de modification du PLU intègre plusieurs **mesures compensatoires** destinées à limiter les effets de l'artificialisation des sols, à préserver les milieux naturels et à réduire le ruissellement des eaux sur des sols imperméabilisés.

Parmi ces mesures figurent :

- L'extension de zones naturelles,
- La création de périmètres de protection,
- L'ajout d'espaces boisés classés (EBC).

Ces mesures contribuent à la protection de la biodiversité, notamment par la préservation et le renforcement des corridors écologiques, indispensables à la *continuité* des habitats et au bon fonctionnement des écosystèmes.

Elles traduisent également une volonté forte de la Commune de concilier développement territorial et préservation environnementale.

Dans ce cadre, l'impact des espaces réservés nouvellement définis ainsi que l'augmentation du coefficient d'emprise au sol sur certains secteurs strictement délimités est largement contenu par ces mesures compensatoires, en cohérence avec les recommandations du SCOT et du SDAGE.

L'objectif reste clair : garantir que l'évolution du tissu urbain ne génère **ni pression excessive sur la ressource en eau, ni fragmentation des milieux naturels**.

B – Incidences par rapport aux risques naturels et nuisances

1. Risques naturels

Le PLU en vigueur prend déjà en compte le risque de débordement des vallons en imposant des marges recul par rapport à leur axe de 5, 10 ou 15 m pour toute nouvelle construction.

Par ailleurs, 98 % du territoire communal sont concernés par un risque naturel identifié dans l'un des plans de prévention des risques en vigueur. Les évolutions réglementaires et les ajustements de zonage affectant l'ensemble du territoire s'appliqueront aussi dans les zones d'aléas définies par le plan de prévention des risques incendie de forêt, mouvements de terrain ou inondation. Néanmoins, les mesures de prévention, de protection, voire d'interdiction, qui y sont associées ne sont

pas remises en cause par les modifications apportées au PLU. Les prescriptions émanant de ces documents étatiques continueront de s'imposer.

En outre, la création de l'ER I-70 en vue de la réalisation d'une voie périmétrale, chemin du Ferrandou, dans le secteur des Bréguières s'inscrit dans la lutte contre les incendies et répond aux objectifs issus du Plan de Prévention des Risques Incendie de Forêt.

2. Nuisances sonores

Le territoire de la Commune de Mougins est concerné par des zones de bruit telles que définies par l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 en fonction des catégories de voies classées de 1 à 4.

Ces voies constituent des axes structurants en traversant la Commune du Nord au Sud et d'Est en Ouest.

L'ensemble des secteurs classés en catégories 1 à 4 sont situés dans des zones déjà largement urbanisées et occupées tant par des établissements recevant du public que des équipements publics et des constructions à usage d'habitation. Les évolutions réglementaires **ne conduisent pas à aggraver de manière significative** le nombre de personnes soumises aux nuisances sonores.

De plus, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 août 2016 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres – voies routières – du département des Alpes-Maritimes, les bâtiments à construire situés à l'intérieur des périmètres identifiés en zone de bruit doivent mettre en œuvre des protections acoustiques adaptées. Les évolutions du PLU **n'ont aucune incidence sur ces obligations**.

C – Incidences sur le patrimoine bâti, naturel et paysager

Au regard de l'ensemble des éléments développés, il apparaît que le projet de modification n° 5 du PLU de la Commune de Mougins n'a pas d'effets négatifs sur l'environnement.

Il conduit, au contraire, à renforcer les protections au titre des zones agricoles, naturelles et forestières ainsi que des paysages.

Ainsi, la zone à proximité de l'étang de Font Merle, identifiée en ZNIEFF de type II, bénéficiera d'un périmètre de protection élargi avec une réduction de l'emprise au sol et une augmentation du coefficient d'espaces verts en pleine terre.

Par ailleurs, le recensement de 7 éléments remarquables supplémentaires dans l'annexe 4-1 du règlement **participe au renforcement de la protection** et de la mise en valeur du patrimoine végétal et architectural.

D – Incidences sur la biodiversité

Voir l'auto-évaluation complémentaire réalisée par le bureau d'étude Reynier Environnement.